(N° 69.)

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 23 MAI 1855.

Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner le Projet de loi qui proroge les délais accordés pour la liquidation des dépenses à imputer sur le crédit d'un million alloué par la loi du 20 décembre 1851, pour construction et ameublement d'écoles.

(Voir les N^{os} 153 et 193 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Comte D'HANE, le Comte DE RIBAUCCOURT, le Chevalier DU TRIEU DE TERDONCK, CORBISIER, et D'OMALIUS D'HALLOY, Président et Rapporteur.

MESSIEURS,

Le crédit extraordinaire d'un million alloué par la loi du 20 décembre 1851, pour construction et ameublement d'écoles primaires, n'ayant été employé qu'en partie dans le délai fixé, le Gouvernement demande que ce délai soit étendu aux exercices 1855, 56, 57 et 58. Le pays étant encore loin de posséder toutes les écoles que réclament les besoins de l'instruction primaire, la proposition dont il s'agit ne peut donner lieu à aucune objection, d'autant plus que, quels que puissent être les inconvénients attachés à la distribution des subsides, on doit reconnaître qu'il faut nécessairement recourir à ce mode d'intervention, si l'on veut atteindre le but si désirable de doter toutes nos localités du matériel nécessaire à l'enseignement primaire.

Votre Commission de l'Intérieur a en conséquence l'honneur de vous proposer, à l'unanimité des membres présents, d'approuver le Projet de Loi, en appelant toutefois l'attention du Gouvernement sur la juste répartition des subsides.

Le Rapporteur,
J. J. D'OMALIUS.